

Investissement Canada—Loi

nous oublie qu'il est homme d'affaires ou professeur d'université, ou autre, pour se transformer en député au Parlement et ne songer qu'aux intérêts de ses concitoyens. En quoi aide-t-on ces gens, ces employés d'une petite entreprise qu'on revend à des Américains, lesquels s'empressent d'en réduire la taille ou d'en fermer les portes, ce que permettra ce projet de loi?

Ensuite, la députée a parlé des cas ordinaires qui pourront désormais être soustraits à l'examen, du fait qu'on a changé le plafond pour les acquisitions indirectes. Comment peut-on dire que c'est chose courante pour une usine comme Black and Decker, qui compte 600 travailleurs à Barrie, d'être rachetée sans le moindre examen, comme ce serait le cas en vertu de ce projet de loi? Les gens de l'AEIE nous ont confirmé cette possibilité. Comment peut-on considérer comme ordinaire pareille initiative, la fermeture d'une usine et la mise à pied de 600 personnes?

Mme Collins: Monsieur le Président, tout est possible. Je ne crois pas que nous profitons de notre rôle de députés pour légiférer de façon à tout régenter dans notre société. C'est plutôt le contraire.

Je songe tout d'abord à la collectivité. Je songe aux gens qui ont besoin d'un emploi et qui ne l'obtiendront pas à moins que nous n'attirions au Canada de nouveaux investissements. C'est de ces gens-là que je me soucie. Ce sont ces gens-là dont je souhaite la prospérité. Nous avons besoin d'aide pour attirer dans notre pays le 1.2 billion de dollars et quelque dont nous avons besoin en investissements nouveaux. Notre nouvelle solution est d'ordre psychologique en quelque sorte et nous aidera à créer ce climat propice.

● (1620)

Je m'inscris également en faux contre le premier commentaire du député, où il a dit que les investisseurs américains allaient s'en donner à cœur joie. Cette réflexion a une connotation négative pour nos amis américains. Qu'a-t-il contre les investisseurs américains? Ils comptent parmi nos plus chers amis. Pourquoi ne pas bien accueillir leurs investissements? Je ne partage pas son avis lorsqu'il dit que n'importe qui investirait des sommes importantes dans ce pays pour fermer une entreprise et perdre cet investissement. Je ne pense pas que ce soit la raison pour laquelle on investit. Nous verrons à l'avenir, mais je suis certaine que cela n'arrivera pas.

M. Nystrom: Je suis certain que le député d'Assiniboia (M. Gustafson) pourrait dire à la députée, en particulier, que ce thème est à l'honneur dans notre province de la Saskatchewan depuis plus de deux ans et demi. Il peut dire à la députée que le nombre d'assistés sociaux a augmenté de 22 p. 100 et que le taux de chômage a doublé dans notre province. Est-elle au courant de cette réaction en Saskatchewan? Essaie-t-elle d'imiter ce genre de performance? Je sais que cette situation embarrasse beaucoup des députés comme le député d'Assiniboia.

Mme Collins: Monsieur le Président, je ne suis pas très au courant de la situation en Saskatchewan. Je peux toutefois certifier au député que notre but est de créer des emplois, d'encourager les investissements et d'obtenir la croissance

économique tellement nécessaire. Nos amis d'outre-mer et de l'autre côté de la frontière nous aideront à y arriver.

Le président suppléant (M. Paproski): La période des questions et des commentaires est terminée.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

QUESTIONS À DÉBATTRE

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. En conformité de l'article 45 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: la députée de Trinity (M^{lle} Nicholson)—Les dépenses du gouvernement—Le travail du comité de révision. b) La composition du comité consultatif; le député de Winnipeg-Birds Hill (M. Blaikie)—L'environnement—Le Service canadien de la faune—L'annulation de l'étude des œufs de goéland argenté. b) L'opinion de la ministre; le député de Hastings-Frontenac-Lennox et Addington (M. Vankoughnet)—Les pénitenciers—L'évasion de trois détenus de l'institution Bath.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI SUR INVESTISSEMENT CANADA

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Stevens: Que le projet de loi C-15, concernant l'investissement au Canada, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat au nom de mon parti. Il ne s'agit pas de savoir aujourd'hui si les Américains sont nos amis ou pas, puisque nous connaissons déjà la réponse. J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt la députée de Capilano (M^{me} Collins) qui a laissé entendre que nous devrions laisser les Américains venir faire au Canada ce qu'ils veulent, sans restreindre leurs activités par des lois, parce que ce sont nos amis.

Moi aussi j'ai des amis, mais ils ne viennent pas s'emparer de ma maison. Lorsqu'ils viennent chez moi, c'est à titre d'invités, et leur comportement me permet normalement de rester le maître dans ma propre maison. En tant que Canadiens, nous sommes maîtres de notre pays et nous devons veiller à ce que nos lois nous permettent de rester maîtres de notre destin. Le fait que les Américains soient ou non nos amis n'a rien à voir avec le débat d'aujourd'hui. Nous savons très bien qu'ils sont nos amis. Néanmoins, si je me trouve à côté d'un éléphant et si ce dernier me tombe dessus, le résultat sera le même que l'éléphant soit amical ou non—je serai transformé en planche à repasser. Nous n'avons donc aucunement besoin de nous demander, dans le cadre de ce débat, si les Américains sont nos amis.